

L'Agenda 2020

80 mesures pour relancer les relations entre Paris et Berlin

François Talcy*



Le 12^e conseil des ministres franco-allemand, le premier depuis la réélection d'Angela Merkel à la chancellerie et la formation de la nouvelle coalition chrétienne-libérale en octobre 2009, a permis la publication d'un catalogue de 80 mesures pour relancer la coopération d'ici 2020.

Gemeinsame Initiativen

Bei der 12. Sitzung des deutsch-französischen Ministerrates am 4. Februar in Paris haben Staatspräsident Nicolas Sarkozy und Bundeskanzlerin Angela Merkel 80 politische Projekte für das nächste Jahrzehnt beschlossen. Mit dieser Agenda 2020 wollen sich Frankreich und die Bundesrepublik in der Europa- und Weltpolitik stärker abstimmen, um gemeinsam mehr Gewicht zu haben – eine Initiative, die bis 2020 zu konkreten Ergebnissen führen soll.

Die Maßnahmen wurden in sechs Bereichen definiert: Wirtschaft, Finanzen, Beschäftigung (9 Maßnahmen); Energie, Klima, biologische Vielfalt (10); Wachstum, Innovation, Forschung, Bildung, Hochschulwesen (14); Außen-, Verteidigungs- und Sicherheitspolitik (21); engere Kontakte zwischen den Bürgern (14); und institutioneller Rahmen (12).

Der französische Vorschlag, einen gemeinsamen deutsch-französischen Minister zu ernennen, wurde nicht aufgenommen. Auch der neue Freundschaftsvertrag, der den Elysée-Vertrag von 1963 ersetzen sollte, ist nicht dabei. Vor allem Angela Merkel hat sich mit ihrem Wunsch nach kleineren, dafür aber konkreten Projekten durchgesetzt. Red.

Depuis l'été 2009, de nombreuses propositions avaient été annoncées plus ou moins officiellement, mais la chancelière avait beau jeu de temporer en faisant valoir qu'elle était au cœur d'une campagne électorale décisive. Depuis Berlin, où il suivait un cours de langue allemande, l'ancien ministre français de la Culture Jack Lang avait déjà accordé une interview à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en juillet, pour se présenter comme le futur ministre franco-allemand voulu par l'Elysée. Il y faisait état de nobles combats à mener (contre la fermeture de la rédaction allemande de *Radio France Internationale* RFI ou pour la survie de la revue *Documents*, toutes deux disparues depuis...), mais le gouvernement allemand n'avait pas manqué, par voie de presse également, de signaler son peu d'engouement pour cette initiative.

Au lendemain des élections allemandes, Paris avait tenté mais en vain de relancer le débat, on avançait même la date du mois de novembre pour annoncer cette nomination. Mais une fois encore, Angela Merkel pouvait faire valoir que la célébration du 20^e anniversaire de la chute du Mur de Berlin était prioritaire. Le conseil des ministres commun, appelé jadis sommet franco-allemand, était une nouvelle fois repoussé – d'abord jusqu'à cette journée franco-allemande du 22 janvier (qui pour la première fois depuis 2003 n'a pas eu l'éclat des années précédentes), puis au mois de février.

* François Talcy est journaliste indépendant.

Les réactions de la presse

Les deux gouvernements ont finalement adopté et présenté à l'Élysée le 4 février un long catalogue de 80 mesures, « destinées à entretenir la flamme du couple franco-allemand pour les dix années à venir », comme le soulignera le journal *Les Echos*. En fait, la plupart des journaux, en France et en Allemagne, retiendront surtout l'abandon du projet de ministre commun, objet de nombreux commentaires, et cet Agenda 2020, peu développé dans la presse en raison de la profusion des idées avancées sur des domaines aussi variés que l'économie, l'énergie et le climat, l'innovation et la recherche, la politique étrangère et de défense, la société civile et les relations institutionnelles. Chacun y aura trouvé son champ de prédilection, comme *Le Figaro* faisant valoir par exemple que « dans nombre de domaines, comme l'intégration des politiques énergétiques, le duo franco-allemand ne pourra faire bande à part au sein des vingt-sept ».

Le quotidien de Strasbourg, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, retient qu'au-delà des différences de culture politique, les deux pays ont à faire face aux mêmes défis. La *Süddeutsche Zeitung* estime pour sa part que l'Agenda 2020 n'a pas de projet-phare qui indiquerait la direction à suivre. Le quotidien de Munich critique « la politique des nombreux petits pas » menée par Angela Merkel, alors qu'un mélange de « pathétisme et de pragmatisme » serait nécessaire pour que la France et l'Allemagne redeviennent « les stimulateurs de l'Union européenne affaiblie ». Le journal comprend que la chancelière évite de donner l'impression que Berlin et Paris cherchent à s'isoler des autres pays, mais il vrai aussi qu'il n'y a pas d'autre partenaire comparable pour l'Allemagne que la France : « La Grande-Bretagne est trop eurosceptique, la Russie trop nationaliste et trop peu démocratique, l'Amérique et la Chine sont trop occupés par leurs propres problèmes. » Même constatation dans

les colonnes de *L'Est Républicain*, qui note que les États-Unis ont les regards portés vers l'Asie et que les pays en développement revendiquent leur place dans les négociations internationales. D'où cet appel du cœur lancé par la *Rheinische Post* : « Angela et Nicolas, continuez comme cela ! » Traduction de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* : « Conférer, consulter, coordonner » ; pour le journal les projets de l'Agenda 2020 « peuvent contribuer au maillage entre les deux sociétés ». La *Saarbrücker Zeitung* y voit « le triomphe de la raison sur le symbole ».

L'essentiel du catalogue

Face à ce flot de mesures, il est évident que les journaux ne pouvaient pas consacrer des pages entières à énumérer un à un les projets envisagés à l'horizon 2020.

Economie, finances et emploi : 9 mesures pour renforcer de façon coordonnée la croissance et les politiques économiques au sein des instances européennes.

Energie, climat et biodiversité : 10 mesures pour la mise en œuvre de l'accord de Copenhague, avec pour objectif d'aboutir à un accord global, ambitieux et juridiquement contraignant.

Croissance, innovation, recherche, éducation et enseignement supérieur : 14 mesures pour garantir la prospérité future, y compris l'apprentissage de la langue du voisin.

Politique étrangère, défense, sécurité : 21 mesures à inscrire dans le cadre de l'Alliance atlantique, de l'Organisation de Sécurité et de Coopération en Europe et de l'ONU.

Rapprochement des citoyens : 14 mesures pour encourager et faciliter les initiatives de la société civile.

Cadre constitutionnel : 12 mesures sur le fonctionnement du conseil des ministres franco-allemand et sur la coopération entre les deux parlements.

Le détail des 80 mesures de l'Agenda peut être consulté sur les sites www.france-allemande.fr et www.bundesregierung.de sous le titre *Ensemble pour l'avenir avec l'Agenda 2020 (Gemeinsam in die Zukunft mit der Agenda 2020)*. Signe des temps, le site allemand propose le catalogue complet également en langue anglaise (*Facing the future together with Agenda 2020*).